

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

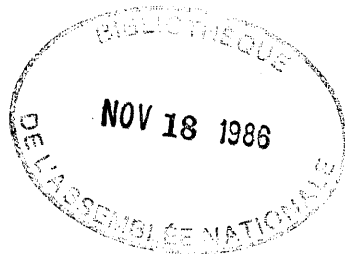
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 129

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière

Présentation

**Présenté par
M. Gérard D. Levesque
Ministre des Finances**



**Éditeur officiel du Québec
1986**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur l'administration financière pour permettre l'imputation d'une dépense du gouvernement sur les crédits de l'année suivante lorsque ceux-ci ont été insuffisants pour son imputation dans l'année courante.

En outre, le projet de loi extentionne le délai pour l'imputation d'un compte à payer à la fin d'une année financière.

Enfin, le projet de loi ajoute l'obligation de faire rapport dans les comptes publics des dépenses effectuées en excédent des crédits.

Projet de loi 129

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 38 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6) est remplacé par le suivant:

« **38.** Les prévisions budgétaires soumises au Parlement doivent porter sur les services dont la liquidation s'effectuera au cours de l'année financière ou d'une autre période expressément visée, ou sur des services déjà liquidés lorsque les crédits ont été insuffisants pour leur imputation. ».

2. L'article 58 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du second alinéa par le suivant:

« Toutefois, on peut imputer sur un crédit les montants requis afin d'acquitter une dette payable pour des travaux effectués, des marchandises reçues ou des services rendus avant la fin de cette année aux termes d'un contrat; le montant imputé est porté aux comptes de cette année. »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Si les crédits sont insuffisants pour l'imputation d'une dépense du Gouvernement, l'excédent de cette dépense sur les crédits est imputé sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière suivante. ».

3. L'article 71 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *d* et *e* par les suivants:

«*d*) un état des crédits permanents et annuels et des mandats spéciaux pour l'année ainsi que des sommes dépensées à l'égard de chaque crédit et de chaque mandat spécial;

«*e*) un rapport des dépenses effectuées durant l'année en excédent des crédits de cette année; et

«*f*) les autres renseignements nécessaires pour expliquer la situation financière de la province. ».

4. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).
